



RÉUNION DE LA COMMISSION DU DÉSARMEMENT

— Nations Unies

M. Andrei Y. Vychinski (URSS), (à gauche); sir Pierson Dixon (Royaume-Uni) et M. Henry Cabot Lodge (États-Unis), à la réunion de la Commission du désarmement (Nations Unies).

tration du territoire. Dans sa réponse le Gouvernement sud-africain déclarait qu'il n'était pas sûr qu'il y ait lieu d'espérer que de nouvelles négociations relevant du mandat du comité mènent à des résultats positifs, et que le Gouvernement sud-africain, depuis la dissolution de la Société des Nations, ne s'était jamais reconnu obligé de soumettre des rapports et des pétitions à un organisme international quelconque. Le Comité a décidé d'adresser au Gouvernement sud-africain, une nouvelle lettre, qui fut envoyée le 1^{er} avril. Il y déclarait ne pouvoir interpréter la lettre du Gouvernement sud-africain et le défaut par celui-ci de nommer un représentant qui conférerait avec le Comité, que comme un refus, de la part du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, de collaborer actuellement avec le Comité pour favoriser la reprise des négociations. Le Comité a déclaré qu'« il demeurait disposé » néanmoins à reprendre les négociations, si toutefois le Gouvernement sud-africain venait à y consentir.

Commission spéciale pour les prisonniers de guerre

La cinquième session de la Commission spéciale des Nations Unies pour les prisonniers de guerre s'est terminée à Genève le 2 avril. Les séances ont été à huis clos mais ont été suivies d'une déclaration publique de la Commission. De cette déclaration il ressortait que les mesures récentes comportant le rapatriement de milliers de prisonniers de la seconde guerre mondiale, prises depuis l'adoption de la résolution du 7 décembre de l'Assemblée générale, ont considérablement atténué le problème; que le problème des prisonniers de la seconde guerre mondiale doit être envisagé d'un point de vue humanitaire et non pas politique, et qu'une nouvelle collaboration des gouvernements avait apporté des précisions sur le sort de milliers d'anciens prisonniers de guerre.

La Commission enfin passa à l'examen de ce qu'il fallait entendre au juste par (full accounting of) fournir des renseignements sur tous les prisonniers de guerre et reconnut qu'en raison de la confusion née de la guerre, il n'y avait pas lieu d'espérer jamais pouvoir rendre compte du sort de tous les prisonniers de guerre.